

partie de la Chambre et je ne peux les obtenir. En dernier ressort j'ai pu me les procurer après m'être adressé successivement au ministère du Travail, au Bureau de la statistique, au National Welfare Council et à diverses autres organisations. J'ai fini par obtenir une estimation qui ne différerait pas des calculs que nous avons faits lorsque nous étions au pouvoir.

Mais, pour me servir de ses propres paroles, est-ce dans le but de cacher l'importance de plus en plus grande de ce problème et en même temps voiler son incapacité à le régler que le présent gouvernement ne nous donne pas ici même les véritables statistiques concernant le chômage? Je l'ignore, mais je crois que les paroles que le très honorable député nous applique ici peuvent tout aussi bien s'appliquer à son parti. Il dit encore ceci:

Prenant les derniers chiffres fournis par le Bureau de la statistique, on peut établir que, d'après les calculs les plus modérés, il y a aujourd'hui plus de 400,000 salariés sans travail.

J'ai donné les chiffres cet après-midi et, à la suite des renseignements que j'ai pu obtenir du ministère du Travail ou de tous ceux qui connaissent bien la question, il semble que le nombre exact est aujourd'hui de 398,000. Voilà le nombre des personnes sans travail au mois de novembre, et, il faut ajouter à cela 64,000 jeunes gens qui avaient atteint l'âge de travailler, mais ne pouvaient trouver aucun emploi. C'est le calcul préparé par le Bureau de la statistique. Je parle de mémoire, parce que je ne veux pas abuser du temps de la Chambre et prendre la peine de chercher ces renseignements. Nous pouvons encore ajouter à ce nombre, pour le mois de décembre, 50,000 ou 60,000 si nous nous en tenons à ce que nous constatons chaque année en comparant le mois de décembre au mois de novembre. Ainsi donc, au mois de décembre le nombre en serait bien de plus de 500,000. Il n'y a aucun doute à ce sujet. Ce sont les chiffres fournis par le Bureau de la Statistique après que les fonctionnaires de ce bureau eussent consacré beaucoup de temps à l'étude de cette question dans le but de me fournir le renseignement que je désirais obtenir. D'après une estimation du Bureau de la Statistique le nombre des jeunes gens sans emploi au mois de novembre était de 64,000, plus les 398,000 que j'ai déjà mentionnés. Ce chiffre de 64,000, il ne faut pas l'oublier, est le chiffre le plus bas, parce que le conseil de la jeunesse a fait un calcul qui établit à 400,000 le nombre des salariés sans travail. Si nous ajoutons à cela l'augmentation du mois de décembre, le chiffre en est de plus de 500,000.

Un peu plus loin le premier ministre dit encore:

Ce ne sont pas les statistiques qui nous préoccupent, mais bien les vies humaines. Vous ne pouvez mesurer la crainte, la privation ou la famine à l'aide d'une norme ou d'une machine calculatrice.

Je suis bien de cet avis, mais la chose est aussi vraie aujourd'hui qu'elle l'était dans ce temps-là.

Est-il étonnant qu'il existe aujourd'hui tant de malaise et de mécontentement dans tout le pays et que, pour ce qui est des jeunes aussi bien que des vieux, un grand nombre se trouvent dans un état désespéré.

La situation est exactement la même aujourd'hui. Il indique, à la page 46, ce qu'il fera pour les chômeurs:

Le chômage est d'importance primordiale. Le parti libéral croit que le chômage est le plus urgent problème de portée nationale du Canada. Il réglerait la présente situation urgente par l'entremise d'une Commission nationale représentative, laquelle coopérerait avec les provinces et les municipalités dans l'administration des secours de chômage, en s'efforçant de procurer du travail aux chômeurs.

À titre de mesures permanentes, le parti libéral s'engage à proposer des plans qui serviront à procurer de l'emploi en faisant revivre l'industrie et le commerce et en inaugurant un système national d'assurance-chômage.

Rien n'a été fait touchant aucune de ces promesses, sauf en ce qui regarde la création d'un comité national représentatif. Ce comité a été nommé; mais au lieu de devenir une commission administrative, au lieu d'aider les provinces et les municipalités, ainsi que le très honorable premier ministre l'avait promis, d'appliquer des mesures pour soulager le chômage, cet organisme fut dissous il y a un an. Les recommandations du comité n'ont pas été acceptées. Il a soumis au moins une douzaine de recommandations dont deux ou trois ont été appliquées en partie; cependant, le Gouvernement a absolument ignoré la plupart de ces conclusions.

À la page suivante, je relève ce qui suit:

Alléger au lieu d'augmenter le fardeau des frais d'administration.

J'ai discuté ce paragraphe.

Réduire les impôts au lieu de les augmenter.

J'ai traité cette question.

La collaboration et la bonne entente entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux...

Nous savons tous quelle collaboration et quelle bonne entente il y a eu.

...et entre toutes les parties et toutes les classes de la population doivent aussi régner, si nous voulons faire revivre le commerce et l'industrie.

Aucune de ces choses n'a été accomplie— et rappelez-vous bien que ce sont toutes des promesses. Puis, il compare la commission